Règlement des dépenses

NON MARCHAND

Cohésion sociale

2019

**Les justificatifs sont à fournir au plus tard**

 **le 31 juillet 2020**

**Adresse : Commission communautaire française Service Cohésion sociale**

**Rue des Palais 42**

**1030 Bruxelles**

**Contact : Emmanuelle Koyankunze**

**02 800 81 62**

ekoyankunze@spfb.brussels

REGLEMENT DES DEPENSES

# Introduction

L’objet du présent document est de définir les modalités pratiques relatives à l’introduction des pièces justificatives et de préciser les obligations imposées à chaque association qui perçoit une subvention dans le cadre de l’application de l’arrêté 2019/1989 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux mesures prévues dans le cadre de l’accord avec le non-marchand conclu en 2000, pour les associations ayant conclu une convention spécifique ou un contrat régional de cohésion sociale avec la Commission communautaire française.

Le Collège a décidé d’octroyer des subventions aux asbl, signataires d’une convention spécifique ou d’un contrat régional de Cohésion sociale, afin de leur permettre d’octroyer à leurs travailleurs une partie du « non-marchand » tel qu’il existe pour les secteurs réglementés social-santé et ISP à la CCF.

L’arrêté 2019/1989 du 28 novembre 2019 téléchargeable à l’adresse <http://www.spfb.brussels/espace-pro/non-marchand-cohesion-sociale>.

Le présent document précise les modalités d’utilisation de cette subvention afin d’éviter tout problème de justification de celle-ci.

Il convient de respecter scrupuleusement les règles précisées dès lors qu’en cas d’utilisation différente, ou de justification insuffisante ou non conforme, un remboursement partiel ou total sera réclamé.

Le subside se compose de trois parties :

1. Une partie destinée à la formation de travailleurs

2. Une partie destinée aux avantages « barémiques »

3. Une partie destinée aux frais de secrétariat social

**Attention** : les montants octroyés pour chaque « partie » du subside ne peuvent être utilisés que pour la « partie » prévue !

Par ailleurs quelques associations ne bénéficient que de la partie « formation », ce qui leur est individuellement précisé.

# Subside pour frais de formation

Un montant de 350 € par ETP de travailleur affecté à la cohésion sociale vous est octroyé. Ce subside peut être justifié par ***des frais relatifs à la période du 1er juillet 2019 au 30 juin 2020***.

***Les justificatifs sont à fournir au plus tard le 31 juillet 2020***. Ils seront constitués par des factures (plus preuves de paiement) relatives à des dépenses en matière de formation.

Les formations « individuelles » (qui ne concernent qu’un seul travailleur) doivent concerner les travailleurs « cohésion sociale », les formations collectives (formations données à un groupe de travailleurs) peuvent concerner tous les travailleurs de l’association.

Nous vous demandons également de signer une ***attestation sur l’honneur*** relative à l’utilisation du subside pour ce qui concerne les frais de formation uniquement (attestation en ANNEXE 3bis).

Remarque : le minerval ou les frais d’inscription à des formations continuées qualifiantes ne seront pas pris en charge par le subside non-marchand.

# Subside pour augmentations barémiques et primes

La partie principale du subside est à affecter à des augmentations barémiques ou à des primes de régularisation ou primes de fin d’année ***relatives à l’année civile 2019*** (arriérés payables en 2019).

Si les subsides ont été calculés sur base des travailleurs « affectés à la cohésion sociale », l’utilisation de ceux-ci concerne tous les travailleurs (***salariés uniquement***) de l’association. Des avantages peuvent donc être également octroyés aux travailleurs « fonds propres ».

Quels sont ces avantages « barémiques » ?

## Modifications barémiques

Vous choisissez d’octroyer des modifications barémiques, cela signifie que vous changez le barème de vos travailleurs, ce qui est ***irréversible***. Vous devez continuer à la payer sur base de nouveaux barèmes les années suivantes.

Les barèmes ***maximaux*** que vous pouvez octroyer sont précisés en ANNEXE 1.

Nous attirons votre attention sur les quelques règles suivantes, applicables à la Cocof.

Les échelles barémiques concernent différentes fonctions reconnues en Cocof. Les fonctions correspondent non seulement au travail exercé mais également au diplôme requis pour exercer la fonction.

Sont jointes en ANNEXE 2 les règles en vigueur dans le non-marchand Cocof.

L’adaptation à la Cohésion sociale n’est pas encore réalisée.

En attendant, les fonctions telles celles de la CP 329, secteur socio-culturel, peuvent être appliquées mais la Cocof ne peut garantir que les niveaux d’échelles barémiques qui auraient été octroyées sans exigence de diplôme seront maintenues lorsque nous adopterons un système « individualisé » (un travailleur = une fonction + une ancienneté = une échelle barémique) pour l’application du non marchand.

Vous pouvez également utiliser le subside pour corriger des anomalies de positionnement et d’ancienneté.

**Qu’est-ce qu’une anomalie de positionnement ?**

C’est une « sous-classification d’un travailleur » :

Exemple : travailleur avec diplôme de graduat, travaillant comme animateur, et sous-classé en animateur adjoint.

**Qu’est-ce qu’une anomalie d’ancienneté ?**

C’est la non-reconnaissance de l’ancienneté d’un travailleur.

**NB** : En CP 329 socio-culturel, l’ancienneté « obligatoire » est celle obtenue dans l’asbl.

Il vous est demandé de veiller à l’harmonisation de l’écart entre les rémunérations octroyées et les barèmes du NM Cocof.

Cela signifie que tous les travailleurs de votre asbl doivent se retrouver dans des conditions barémiques semblables.

Exemple : tous sont payés à 95% des barèmes CCF. Il n’est pas permis que certains aient 100%, d’autres 95% et d’autres 90% !

**Comment justifier ces augmentations barémiques octroyées ?**

Nous vous demandons de signer une ***attestation sur l’honneur*** relative à l’utilisation du subside (attestation en annexe 3).

Un pourcentage des associations sera contrôlé complètement (choix par tirage au sort).

Ceci implique que les justificatifs corrects doivent être disponibles dans toutes les associations et pouvoir être fournis à l’administration sur simple demande.

**Quels sont ces justificatifs ?**

Des fiches rectificatives (établies en 2019) de votre secrétariat social mentionnant les modifications barémiques relatives à l’année civile 2019 uniquement.

Sont pris en compte :

* l’augmentation barémique brute
* l’augmentation ONSS qui en résulte
* l’augmentation éventuelle d’autres charges patronales (exemple : effet sur le pécule de vacances).

Attention

Vous ne pouvez pas justifier le subside par une partie de vos dépenses « usuelles » de 2019, en ce compris les augmentations éventuelles liées à l’indexation des salaires.

Nous n’accepterons donc que les justificatifs relatifs à des augmentations barémiques octroyées par rapport à ce que les travailleurs avaient précédemment sans le non-marchand COCOF.

## Primes de régularisation

Celles-ci sont à calculer selon les mêmes principes que les modifications barémiques (voir a.) mais au lieu de modifier de manière irréversible tous les barèmes, vous octroyez des primes équivalentes aux différences entre le barème non marchand et le barème payé en 2019.

Ces primes ne sont pas obligatoirement récurrentes.

Comme pour les modifications barémiques, les primes peuvent :

 - corriger les anomalies de positionnement ou d’ancienneté

 - augmenter (de façon réversible) le barème octroyé aux travailleurs

Ces primes doivent être déclarées et sont donc soumises à l’ONSS.

Les montants « maximaux » à utiliser pour le calcul des primes de régularisation sont ceux des barèmes NM de la Cocof (cf. ANNEXE 1) (voir commentaires à ce sujet au point 3.1).

Comment justifier ?

Comme pour les augmentations barémiques nous vous demandons une attestation sur l’honneur.

Un pourcentage des associations sera tiré au sort pour un contrôle plus approfondi.

Toutes les associations doivent donc conserver chez elles les justificatifs qui pourront leur être demandés si elles sont tirées au sort.

Ces justificatifs sont :

 les fiches du secrétariat social relatives au calcul de ces primes et la preuve de paiement des primes (et de l’ONSS correspondant).

Les primes sont calculées pour 2019 et payées en 2020.

## Primes de fin d’année

Si dans votre association vous n’octroyez pas encore de prime de fin d’année, vous pouvez également en octroyer (rétroactivement).

Celle-ci deviendra récurrente sauf si elle est explicitement prévue comme exceptionnelle.

La formule de calcul de la prime vous est précisée ci-après. Il s’agit de la prime telle qu’elle existe dans le NM Cocof.

 **385,7226** (montant forfaitaire de l’allocation de fin d’année pour 2019) + (salaire d’octobre indexé \* 12 + A.F.R.) \* (0,025) + 210,40

Pour les travailleurs à temps partiel ou n’ayant pas travaillé une année civile complète, le montant des primes est calculé au prorata de leurs prestations.

Par exemple : si le travailleur est engagé à mi-temps à partir de mars, on multiplie le total par 0,5 et par 7/9

AFR : allocation foyer résidence (éventuelle)

## Prime complémentaire

Une prime supplémentaire forfaitaire de 440 € (charges patronales comprises) par équivalent temps plein (ETP) affecté à des activités de cohésion sociale est calculée pour le paiement d’une prime complémentaire.

Cette prime complémentaire peut-être affectée aux travailleurs bénéficiant des augmentations barémiques ou des autres primes (de régularisation ou de fin d’année).

# Subside pour frais de secrétariat social

Un montant de 50 € par ETP « affecté à la cohésion sociale » est octroyé pour permettre de payer les frais supplémentaires de secrétariat social engendrés par la nécessité de faire les calculs et fiches pour, soit les modifications barémiques, soit les primes de régularisation ou primes de fin d’année visées au point 3.

Les justificatifs sont les factures des secrétariats sociaux relatives à ce travail supplémentaire.

# Modalités de liquidation de la subvention

Les subsides seront liquidés en deux tranches :

1° une première tranche de 50 % sera liquidée sur base d’une déclaration de créance établie par l'administration à la demande expresse des associations concernées conformément au courrier adressé en date du 6 décembre 2019.

2° une deuxième tranche pour solde sera, le cas échéant, liquidée sur base d’une deuxième déclaration de créance, pour le montant des justificatifs approuvés tels que visés à l’article 5 de l’arrêté 2019/1989.

Remarques

En cas de difficultés relatives à l’utilisation du subside, nous vous conseillons de contacter le Service de la Cohésion sociale avant toute décision relative à cette utilisation.

Si la différence entre vos barèmes actuels et les barèmes CCF ne vous permet pas d’utiliser la totalité du subside suivant les règles définies dans cette circulaire, nous vous conseillons instamment de ne pas utiliser ce subside à d’autres fins.

En effet, le remboursement de l’éventuel trop perçu vous sera demandé.

# Contacts pour le contrôle des justificatifs

|  |  |
| --- | --- |
| **Emmanuelle Koyankunze**02/800.81.62- ekoyankunze@spfb.brussels |  |
| **Contrôleurs** | **Communes**  |
| **Jacques ROUSSEAU** 02/800.81.24 - jrousseau@spfb.brussels | 1000 1070 1081 1082 1083 1090 1140 1150 1170 1180 1190 1210 |
| **Nicolas HOTZ** 02/800.83.42 - nhotz@spfb.brussels | 1030 1040 1050 1060 1080 1160 |

***ANNEXE 1***

 **Liste des barèmes maximaux**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | 1,7069 | BAREMES INDEXES AU 01/01/2019 |  |  |
|  | 100% |  |  |  |  |  |  |  |
| ANNEES | CCF-NM-01 | CCF-NM-02 | CCF-NM-03 | CCF-NM-04 | CCF-NM-05 | CCF-NM-06 | CCF-NM-07 | CCF-NM-09 |
| 0 | 37843,18 | 36232,21 | 30145,77 | 28100,30 | 25929,18 | 25020,22 | 24407,90 | 22931,16 |
| 1 | 39697,36 | 37666,86 | 31054,69 | 30145,77 | 27898,58 | 26989,59 | 26220,63 | 24743,85 |
| 2 | 39697,36 | 37666,86 | 31054,69 | 30145,77 | 27898,58 | 26989,59 | 26458,88 | 24982,10 |
| 3 | 41358,19 | 38715,31 | 31963,60 | 31054,69 | 28353,08 | 27444,12 | 26697,11 | 25220,35 |
| 4 | 41358,19 | 38715,31 | 31963,60 | 31054,69 | 28353,08 | 27444,12 | 26935,39 | 25458,58 |
| 5 | 43019,00 | 39763,75 | 36427,11 | 31963,60 | 28958,99 | 28050,09 | 27173,66 | 25696,85 |
| 6 | 43019,00 | 39763,75 | 36427,11 | 31963,60 | 28958,99 | 28050,09 | 27411,93 | 25935,10 |
| 7 | 44679,83 | 40812,20 | 37354,02 | 36427,11 | 32873,78 | 29262,02 | 27650,18 | 26173,38 |
| 8 | 44679,83 | 40812,20 | 37971,94 | 36427,11 | 32873,78 | 29262,02 | 27888,44 | 26411,63 |
| 9 | 46340,66 | 41860,66 | 38898,87 | 37354,04 | 33800,75 | 30473,97 | 28126,72 | 26649,90 |
| 10 | 46958,58 | 42478,60 | 38898,87 | 37971,94 | 34418,65 | 31079,88 | 29061,61 | 27584,61 |
| 11 | 48619,41 | 43527,04 | 39825,78 | 38898,85 | 35345,55 | 32140,35 | 29347,35 | 27870,35 |
| 12 | 48619,41 | 43527,04 | 39825,78 | 38898,85 | 35345,55 | 32140,35 | 29633,18 | 28156,17 |
| 13 | 50280,24 | 44575,54 | 40752,68 | 39825,78 | 36272,51 | 33208,47 | 29918,97 | 28441,97 |
| 14 | 50280,24 | 44575,54 | 43945,59 | 39825,78 | 36272,51 | 33208,47 | 30204,77 | 28727,74 |
| 15 | 51941,07 | 45624,00 | 44872,49 | 40752,68 | 37199,39 | 34289,95 | 30490,59 | 29013,60 |
| 16 | 51941,07 | 45624,00 | 44872,49 | 43945,59 | 37199,39 | 34289,95 | 30776,33 | 29299,37 |
| 17 | 53601,90 | 46672,43 | 45799,37 | 44872,49 | 38126,33 | 35371,41 | 31062,18 | 29585,15 |
| 18 | 53601,90 | 46672,43 | 45799,37 | 44872,49 | 38126,33 | 35371,41 | 31347,95 | 29870,95 |
| 19 | 55262,73 | 47720,84 | 46726,34 | 45799,37 | 39053,26 | 36452,93 | 31633,77 | 30156,78 |
| 20 | 55262,73 | 47720,84 | 46726,34 | 45799,37 | 39053,26 | 36452,93 | 31919,54 | 30442,56 |
| 21 | 56923,60 | 48769,36 | 47653,23 | 46726,34 | 39980,17 | 37534,36 | 32205,33 | 30728,36 |
| 22 | 56923,60 | 48769,36 | 47653,23 | 46726,34 | 39980,17 | 37534,36 | 32491,17 | 31014,13 |
| 23 | 58584,41 | 49817,82 | 48580,20 | 47653,23 | 40907,12 | 38615,81 | 32776,95 | 31299,95 |
| 24 | 58584,41 | 49817,82 | 48580,20 | 47653,23 | 40907,12 | 38615,81 | 33067,91 | 31585,76 |
| 25 | 58584,41 | 50866,29 | 49507,12 | 48580,20 | 41834,04 | 39697,32 | 33359,35 | 31871,54 |
| 26 | 58584,41 | 50866,29 | 49507,12 | 48580,20 | 41834,04 | 39697,32 | 33650,83 | 32157,35 |
| 27 | 58584,41 | 51914,75 | 49507,12 | 49507,12 | 42760,92 | 40778,75 | 33942,27 | 32443,13 |
| 28 | 58584,41 | 51914,75 | 49507,12 | 49507,12 | 42760,92 | 40778,75 | 34234,75 | 32728,97 |
| 29 | 58584,41 | 51914,75 | 49507,12 | 49507,12 | 42760,92 | 41860,20 | 34525,28 | 33018,82 |
| 30 | 58584,41 | 51914,75 | 49507,12 | 49507,12 | 42760,92 | 41860,20 | 34525,28 | 33018,82 |
| 31 | 58584,41 | 51914,75 | 49507,12 | 49507,12 | 42760,92 | 41860,20 | 34525,28 | 33018,82 |

***ANNEXE 2***

**Echelle barémique selon la fonction et la qualification requise en vigueur dans le non-marchand CCF**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **fonction** | **qualification** | **NM CCF** | **CF 329** |
| Directeur (équipe de au moins 10 ETP) | universitaire | 1 | 6 |
| Directeur non universitaire, coordinateur avec au moins 5 ETP dans équipe  | ESNU | 2 | 5 |
| coordinateur avec 3 à 5 ETP dans l'équipe | ESNU | 3 | 4.2 |
| animateur classe1, éducateur classe 1, formateur classe 1, accompagnateur classe 1, gradué paramédical | ESNU | 4 | 4.1 |
| animateur classe 2, éducateur classe 2, formateur classe 2 accompagnateur classe 2 | CESS | 5 | 3 |
| secrétaire administratif | CESS | 6 | 3 |
| éducateur classe 3, formateur classe 3 | 6P | 7 | 2 |
| éducateur classe 4 | CESI | 9 | 2 |

***ANNEXE 3***

***ATTESTATION SUR L’HONNEUR***

Je soussigné(e),…………………………………………...représentant l’asbl………………….……………………...…………………….

atteste sur l’honneur que le subside qui a été octroyé à mon association pour les augmentations barémiques ou primes de régularisation a été utilisé conformément aux principes visés à l’article 2, § 3 de l’ arrêté 2019/1989 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux mesures prévues dans le cadre de l’accord avec le non-marchand conclu en 2000, pour les associations ayant conclu une convention spécifique ou un contrat régional de cohésion sociale avec la Commission communautaire française, à savoir :

Que la répartition des moyens ont été octroyés entre leurs travailleurs aux conditions suivantes :

1. soit les moyens ont été utilisés à des augmentations barémiques « structurelles » ou à des primes de régularisation 2019 calculées par les employeurs sur base des principes suivants :
2. une priorité a été accordée aux corrections des anomalies de positionnement et d'ancienneté dans la classification professionnelle;
3. il a été veillé à une harmonisation de l'écart entre les rémunérations et les barèmes de référence du Non-marchand de la CCF;
4. soit les moyens ont également été utilisés pour le paiement de primes de fin d’année calculées selon les règles du NM de la CCF;
5. par ailleurs, les augmentations barémiques ou les primes de régularisation ne peuvent aboutir à des rémunérations supérieures à celles fixées par les barèmes du NM de la CCF.

Je m’engage à fournir à l’administration de la Commission communautaire française tous les justificatifs afférents à cette subvention ainsi qu’au mode de calcul des augmentations barémiques ou primes octroyées sur simple demande.

J’atteste sur l’honneur que les augmentations barémiques ou primes de régularisation ou primes de fin d’année octroyées n’ont pas fait l’objet d’une autre subvention par la Commission communautaire française ou un autre pouvoir subsidiant.

Fait à Bruxelles, le

Signature du représentant qualifié de l’asbl.

***Annexe 3bis : Si frais de formation uniquement***

***ATTESTATION SUR L’HONNEUR***

Je soussigné(e)..............................................................................................................…………….représentant de

 l’association...........................................................................................................................................................

certifie par la présente qu’aucune pièce comptable utilisée pour justifier la somme de...................................€ reçue (ou à recevoir) de la Commission communautaire française, dans le cadre de l’application de l’arrêté 2019/1989 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux mesures prévues dans le cadre de l’accord avec le non-marchand conclu en 2000, pour les associations ayant conclu une convention spécifique ou un contrat régional de cohésion sociale avec la Commission communautaire française et spécifiquement destinée à la formation des travailleurs, n’a servi ni ne servira à justifier aucune autre subvention reçue ou à recevoir pour le même objet, de toute autre autorité administrative quelle qu’elle soit.

Seule est admise, une utilisation partielle des mêmes pièces justificatives, en cas de « ventilation » selon chaque pouvoir subsidiant.

Fait à Bruxelles, le

Signature du représentant qualifié de l’ASBL: